

25, Bld Besson Bey – 16023 ANGOULEME
Tél. 05 45 38 60 60 – Fax : 05 45 38 60 59

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE
AVEC L'ENTREPRISE BRAND ON - HOTEL
D'ENTREPRISES DU GRAND GIRAC

Service Administration générale -
Secrétariat des assemblées
N° 2017-D-249

Le PRESIDENT de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION du GRAND ANGOULEME,

- ⇒ VU, le code général des collectivités territoriales,
- ⇒ VU, la délibération n°36 du conseil communautaire du 19 janvier 2017 portant délégation d'attributions au Président,
- ⇒ VU, l'arrêté n° 77 du 26 juillet 2017 de Monsieur le président subdéléguant à Monsieur Jean-Jacques FOURNIÉ en sa qualité de conseiller délégué membre du bureau une partie de ses attributions déléguées par la délibération sus-visée
- ⇒ VU, la délibération n°128 du conseil communautaire du 10 juillet 2008 par laquelle GrandAngoulême a décidé d'affecter une partie de la Pépinière d'entreprises en Hôtel d'entreprises afin de permettre la location temporaire de bureaux à des entreprises tertiaires ne répondant pas aux critères de création d'entreprises,

DECIDE

Article 1^{er} – Est approuvée la convention d'occupation précaire passée avec l'entreprise BRAND ON, dont le siège social est situé 70 rue Jean Doucet à SAINT-MICHEL, pour la location d'un bureau référencé B3, d'une superficie de 30,50 m², de l'Hôtel d'entreprises du Grand Girac situé rue Jean Doucet à Saint-Michel.

Article 2 – Le droit d'occupation est consenti à partir du 1^{er} juin 2017 pour une durée de 4 ans.

Article 3 – Le montant de la redevance mensuelle s'élève à 127,08 € HT. L'occupant devra en plus s'acquitter du paiement des charges locatives d'un montant de 55,92 € HT.

Article 4 – Un dépôt de garantie d'un montant équivalent à 2 mois de loyer HT (+ 30 € pour les clés) devra être versé par l'entreprise HUMANS pour garantir l'exécution du présent contrat.

Article 5 – La recette est inscrite au budget annexe développement économique – articles 752 et 758.

Article 6 – Monsieur le directeur général des services et Monsieur le trésorier de la communauté d'agglomération sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture,
Le **09/08/2017**
Publié ou notifié,
Le **09/08/2017**